



12 mai 2016

SERVICE DOCUMENTATION INSET ANGERS



**LES RENCONTRES
TERRITORIALES
DE LA SOLIDARITÉ**

**LES SERVICES AUX FAMILLES :
UN ENJEU POUR L'ATTRACTIVITÉ
DU TERRITOIRE ET POUR
LA COHÉSION SOCIALE**

12 MAI 2016 - ANGERS

PROGRAMME

WWW.CNFPT.FR
RUBRIQUE MANIFESTATIONS

CO-ORGANISATEUR :



Cnfpt

QUAND LES TALENTS
GRANDISSENT,
LES COLLECTIVITÉS
PROGRESSENT

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Elaboré par le service documentation de l'Inset d'Angers et
le Pôle enfance du CNFPT

INTRO : références juridiques et retours des expérimentations	p.3
I / ENJEUX.....	p.4
A/ Petite enfance et socialisation : la parentalité en question	p.4
B/ Petite enfance et Politiques familiales	p.6
C/ Gouvernance, partenariat et coordination	p.8
D / Participation en petite enfance	p.12
E / Lutter contre les discriminations dès la petite enfance	p.16
II / EXPERIENCES	p.19

*Ce dossier documentaire est strictement réservé à votre usage personnel.
Dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle, il ne vous est pas permis de le reproduire,
ni de le céder ou d'en faciliter la reproduction par un tiers.*

Introduction

- Références juridiques

Déploiement des schémas départementaux des services aux familles (Sdsf)

Circulaire de la CNAF, 10/06/2015

<https://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/DCom/Quisommeans>

Analyse des premiers schémas départementaux des services aux familles

UNAF, 03/2015, 57 p.

http://www.unaf.fr/IMG/pdf/analyse_unaf_schemas.pdf

CIRCULAIRE N°DGCS/SD2C/2015/8 du 22 janvier 2015 relative à la mise en œuvre de schémas départementaux des services aux familles

http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2015/01/cir_39152.pdf

Services aux familles. Guide d'élaboration du schéma départemental

DGCS, 2015, 78 p.

<http://www.social-sante.gouv.fr/documentation-publications,49/ouvrages-pratiques-chartes,1348/famille>

Les schémas départementaux des services aux familles doivent permettre aux différents partenaires, impliqués dans la mise en œuvre des services d'accueil de la petite enfance et de soutien à la parentalité, de définir ensemble un diagnostic partagé et un plan d'action

- Quelques exemples de schémas

Schéma départemental des services aux familles 2014-2017 de la Loire-Atlantique

<http://www.loire-atlantique.fr/upload/docs/application/pdf/2014-07>

Schéma départemental et métropolitain de soutien à la parentalité 2016-2019 du Rhône

<http://udaf69.fr/wp-content/uploads/2016/03/CDPEL-SCHEMA-2016-2019.pdf>

Schéma départemental d'accompagnement des parents du Bas-Rhin

<http://www.reseaudesparents67.fr/fr/territoire-de-selestat.html>

Schéma départemental des services aux familles 2014-2017 du Jura

<http://www.jura.gouv.fr/content/download/8221/63453/file/sch>

Schéma départemental des services aux familles 2014-2017 des Bouches du Rhône

<https://www.caf.fr/sites/default/files/caf/131/Documents/Partenaires/Enfance%20et%20Jeunesse/Schema>

I / Enjeux

A/ Petite enfance et socialisation : la parentalité en question

De la famille à la parentalité [dossier] / RUBIO Marie-Nicole, NEYRAND Gérard

Furet (le), 03/2016, p. 15-46

Au sommaire :

- Introduction : De la famille à la parentalité
- Le basculement de la politique de la famille vers la parentalité
- Accueil des parents à la crèche et construction d'un lien de réciprocité
- Devenir parent, une affaire de lien- De la fonction parentale à la parentalité
- Sortir d'une vision manichéenne pour penser la complexité :
- Nécessité et spécificités d'un projet co-éducatif pour accueillir les jeunes enfants
- Un atelier cuisine pour les pères : une recette d'insertion
- Faites entrer les pères !
- Entre la crainte et l'empathie
- « La Cour Enchantée » une crèche pour redonner de l'espoir aux familles :
- Les défis de la parentalité adoptive
- Le label parentalité :
- « Si j'osais, j'écrirais... » :
- Fiche pratique : Certains murs ne séparent pas, certains rassemblent et favorisent même les échanges...

La parentalité, une notion à déconstruire, des pratiques à construire / BEN SOUSSAN Patrick

Eres, 2015, 232 p.

De 56 à 74 % des Français jugent dans de récents sondages qu'exercer son rôle de parent est une tâche difficile, du genre improbable et éreintante. Le père Freud, en son temps (c'était en 1925 quand même !), l'avait déjà affirmé en évoquant ce « métier impossible ». Un « métier d'artistes » reprend Eugène Enriquez. De l'art d'être parent ? Être parent, est-ce une mission impossible ? Ce numéro va à la rencontre des parents d'aujourd'hui. Que faut-il leur transmettre ? Comment répondre à leurs doutes, à leurs questions qui sont aussi ceux des professionnels de l'enfance et de la périnatalité ?

La mutation intime des familles / MOISSET Pierre, MATA Liliane, NEYRAND Gérard, SALLEZ Hélène, VENNAT Delphine

Métiers de la petite enfance, 07/2014, p. 13-24

Sommaire du dossier :

- La famille entre rôles et relations
- Transmettre le goût de vivre ensemble
- Les pièges de l'intimité
- Le sentiment de solitude chez les nouveaux parents : quels enjeux ? quelles conséquences ?
- Accueillir le jeune enfant et sa famille dans un établissement
- Les pères face aux professionnels : une place à élaborer

■ **La parentalité : une révolution inachevée ? / MOISSET Pierre**

Métiers de la petite enfance, 02/2014, p. 6-8

Les politiques de soutien à la parentalité répondent aux évolutions de la famille. L'école est de plus en plus liée à la famille pour travailler à l'avenir des enfants. Ces politiques, riches de diverses initiatives et dispositifs en France, souffrent d'un manque de coordination, d'évaluation et de référentiel unifié. Aussi peinent-elles à répondre aux nouveaux enjeux de la famille et laissent la parentalité en état de révolution inachevée.

**Être un bon parent est de plus en plus difficile / CADOLLE Sylvie
Journal des professionnels de la petite enfance (Je), 11/2013, p. 60-61**

Adulé, convoité, attendu, l'enfant d'aujourd'hui fonde à lui seul la famille...Sylvie Cadolle nous rappelle que les parents de nos jours ont peu de choses en commun avec ceux d'hier. Une leçon dépassionnée pour un autre regard sur le difficile rôle de parents.

**Les évolutions contemporaines de la famille et leurs conséquences en matière de politiques publiques / CAPDEVILLE Bernard
Avis et Rapports du C.E.S.E., 11/2013, 90 p.**

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Rapports/2013/2013_23_evolutions_famille_consequences.pdf

La famille s'est transformée avec l'augmentation des naissances hors mariage, de la monoparentalité et de l'homoparentalité, du nombre de séparations mais reste, pour les Français, un cadre protecteur d'éducation des enfants. L'aspiration à l'égalité dans le couple et dans l'exercice conjoint de la parentalité, le travail des femmes... ont nécessité l'adaptation des politiques publiques. Pour le CESE, il faut aller plus loin dans l'accompagnement des familles : mesures de soutien aux parents isolés, augmentation de l'offre d'accueil des jeunes enfants, renforcement des procédures de recouvrement des pensions alimentaires, recours facilité à la médiation familiale en cas de séparation. Au-delà, face au recours à des techniques procréatives à l'étranger, le CESE s'interroge sur les conséquences en France pour ces enfants en termes de filiation, d'accès aux origines... Ces questions doivent être clairement inscrites dans le débat public au moment où une demande d'extension du recours à ces techniques se fait jour.

**Père, mère, des fonctions incertaines. Les parents changent, les normes restent ? / NEYRAND Gérard, TORT Michel, WILPERT Marie-Dominique
Eres, 2013, 108 p.**

Les évolutions des mœurs, des connaissances, des technologies, et des conceptions morales imposent de revisiter certains des principes qui, jusque-là, ont servi de cadre à nos représentations des fonctions parentales. Les reformulations progressives des sciences humaines et la reconfiguration en cours du droit – telle la loi sur le mariage pour tous – contribuent à élaborer une nouvelle organisation symbolique plus conforme à l'éthique de la modernité. La réflexion proposée dans cet ouvrage s'inscrit dans cette perspective : interroger la dimension normative des fonctions maternelle et paternelle, situer en quoi elle influence les pratiques professionnelles de celles et ceux qui sont amenés à rencontrer des parents. Un sociologue, une praticienne formatrice, et un psychanalyste croisent leurs regards et donnent à penser à la fois les enjeux théoriques et leurs implications concrètes dans l'accompagnement social ou thérapeutique des familles d'aujourd'hui. Avec la participation de Diane Khoury et de l'association Regards.

Comment faire famille aujourd'hui ? Carnets de parentel (Les), 01/2012, 157 p.

À la faveur d'une mise en oeuvre incertaine, qui cherche désormais à se situer entre deux excès – assujettissement au dogme au risque de la disparition du sujet et libéralisme individuel au risque de la déliaison sociale – la famille continue de se construire, bon an, mal an, entre transmission et innovation, répétition et changement, transformation de l'héritage et conformisme idéologique. Car la structure des liens conjugaux et familiaux en ce qu'elle implique l'éducation de l'enfant, c'est-à-dire la formation de l'adulte qu'il sera, suppose autant la transmission du passé que l'invention de l'avenir... À quoi sert la famille ? Qu'est-ce qu'une génération doit à la suivante ? De quelle fonction parentale un enfant, un adolescent... a-t-il besoin pour grandir ? Jusqu'où va notre liberté de faire famille comme nous le désirons ? Y a-t-il une différence entre un père et une mère ? Jusqu'où peut-on étendre et partager la parentalité ? En matière d'éducation, y a-t-il une responsabilité collective ? Comment les parents d'aujourd'hui s'acquittent-ils de la dette contractée vis-à-vis de la génération d'avant ? Que transmet-on à ses enfants quand on s'émancipe des dogmes ? La transmission – des valeurs, des savoirs, des limites... - est-elle en crise ? Pouvons-nous faire couple et famille selon notre seul désir ? Jusqu'où va la liberté de faire famille comme on le veut ? De quelles impasses subjectives mais également collectives dans lesquels les parents d'aujourd'hui se fourvoient dans leurs rapports intergénérationnels les troubles (psychiques et sociaux) des enfants et des adolescents témoignent-ils ? Quelles orientations (politique, éthique, théorique,...) devons-nous donner à nos discours et nos pratiques pour accompagner les évolutions des manières d'être en couple et en famille afin d'éduquer les enfants d'aujourd'hui et de former les adultes de demain ? Quelles pratiques nouvelles – ou pas – refonder ?

■ **La difficulté d'être parents aujourd'hui : quels enjeux ? / COUM Daniel**

Réalités familiales, n° 100-101, 2012, p. 40-45

De la difficulté d'aider les parents

Analyser la mutation de la famille...

Et en tirer quelques enseignements fondamentaux sur la fonction parentale

Quelles incidences quant aux REAAP ?

Que veut dire « aider les parents ? »

Une exigence éthique

B/ Petite enfance et politiques familiales

La FNARS veut promouvoir le soutien à la parentalité dans les projets d'établissements

Actualités sociales hebdomadaires, 18/03/2016, p. 26-27

Identifier la manière dont les structures de son réseau accueillent les familles et mettent en œuvre des actions d'accompagnement à la parentalité, mais aussi cerner les besoins de ce public pour formuler des préconisations. Ce sont les objectifs qui ont amené la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) à mener, en 2014, une enquête auprès de ses adhérents, dont elle vient de publier les résultats.

■ **Accompagner les familles dans leur démarche parentale**

Actes : actions et territoires du social, 11/2015, n° 402, p. 14-15

L'ancien premier ministre Jean-Marc Ayrault avait confié au Haut Conseil de la famille la tâche de réfléchir à la réduction des inégalités territoriales. Le résultat est la création du schéma départemental de service aux familles qui vise à décloisonner les approches des différents acteurs. Elizabeth Le Hot, conseillère stratégique de Laurence Rossignol

■ **"La collectivité tout entière est concernée par l'éducation des enfants"**

Actualités sociales hebdomadaires, 13/03/2015, p. 32-33

Les dispositifs de soutien à la parentalité se développent un peu partout en Europe. Mais qu'est-ce qu'être un "bon parent" ? La puissance publique ne fait-elle pas peser une trop lourde responsabilité sur les épaules des parents ? Le sociologue Claude Martin a dirigé un ouvrage qui rend compte d'une recherche internationale menée autour de ces questions dans plusieurs pays.

La parentalité, une notion à déconstruire, des pratiques à construire / BEN SOUSSAN Patrick

Spirale, 03/2015, p.19-232

De 56 à 74 % des Français jugent dans de récents sondages qu'exercer son rôle de parent est une tâche difficile, du genre improbable et éreintante. Le père Freud, en son temps (c'était en 1925 quand même !), l'avait déjà affirmé en évoquant ce « métier impossible ». Un « métier d'artistes » reprend Eugène Enriquez. De l'art d'être parent ? Être parent, est-ce une mission impossible ? Ce numéro va à la rencontre des parents d'aujourd'hui. Que faut-il leur transmettre ? Comment répondre à leurs doutes, à leurs questions qui sont aussi ceux des professionnels de l'enfance et de la périnatalité ?

Accompagner la parentalité /

Cahiers de la puériculture (Les), 01/2015

Accompagner la parentalité est un enjeu de la politique familiale, en particulier depuis l'apparition de nouveaux schémas familiaux il y a quelques années. Soucieuses du bien-être de l'enfant et de sa famille au sens large, les puéricultrices n'ont pas attendu que le terme "parentalité" fasse débat au sein de notre société pour s'y intéresser. Elles sont à l'initiative de nombreuses actions menées pour soutenir la parentalité, quel que soit leur lieu d'exercice.

Accompagner la parentalité en évolution. Actes de la journée départementale professionnels, bénévoles, élus, 19 novembre 2013, Mulhouse

Caisse d'Allocation Familiale du Haut Rhin - REAAP 68, 2014

http://www.lefuret.org/media/PJ_newsletter/PJ

Le modèle familial a beaucoup évolué depuis quelques années et tout le monde est d'accord pour dire qu'aujourd'hui il n'est pas simple d'être parents. C'est pourquoi, afin de mieux comprendre les enjeux autour de la parentalité et des défis de l'intervention auprès des familles, nous vous proposons aujourd'hui de nous intéresser à ce sujet.

- Les rôles parentaux face à l'évolution de la famille, intervention de Gérard Neyrand

- Comment accompagner les parents dans ce contexte de parentalité en évolution ? Gérard Neyrand et Olivier Prevot

Les politiques familiales en France et en Europe : évolutions récentes et effets de la crise

Population & Sociétés, n° 512, 06/2014, 4 p.

http://www.ined.fr/fr/publications/pop_soc/bdd/publication/1686/

Les pays européens ont tous une politique familiale, mais elle varie sensiblement d'un pays à l'autre. S'appuyant sur la base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales, Olivier Thévenon, Willem Adema et Nabil Ali nous décrivent les différents choix effectués en Europe afin de soutenir les familles avec enfants, leur importance en part du PIB, leurs modalités, et examinent leurs évolutions récentes sous l'effet de la crise.

La CNAF détaille sa politique en matière de soutien à la parentalité

Actualités Sociales Hebdomadaires, 23/05/2014, n° 2861

Conformément à sa convention d'objectifs et de gestion 2013-2017, la caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) entend développer fortement les services aux familles en ce qui concerne le soutien à la parentalité, une action qui s'inscrit dans la continuité d'une précédente circulaire prise en la matière sur le fondement de la COG 2009-2012. Pour ce faire, les crédits dédiés au sein du Fonds national d'action sociale (FNAS) passent de 51 millions d'euros en 2012 à 100 millions d'ici à 2017. Dans le même temps, les financements apportés par les directions départementales de la cohésion sociale (DDCS) aux réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP), à la médiation familiale et aux espaces de rencontres sont supprimés de façon à regrouper, à compter de 2014, tous les crédits dans une même enveloppe gérée par la branche famille. Dès lors, la CNAF et son réseau deviennent les acteurs principaux de la politique de soutien à la parentalité, comme l'avait déjà annoncé la direction générale de la cohésion sociale dans une instruction d'avril dernier.

La DGCS présente les évolutions de la politique départementale de soutien à la parentalité

Actualités sociales hebdomadaires, 18/04/2014, p. 47

Comme le Conseil d'analyse stratégique, la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) relève que la politique de soutien à la parentalité se caractérise par une grande diversité de dispositifs qui restent cependant « très inégalement répartis sur le territoire et souffrent encore d'un manque de structuration globale ». Ce, malgré la diffusion d'une circulaire du 7 février 2012 incitant les acteurs à mettre en place une coordination départementale unique. L'administration donne donc des instructions pour améliorer le pilotage local de cette politique, censées « mieux répondre aux attentes des parents en maillant progressivement l'offre sur l'ensemble du territoire ».

Des projets municipaux de soutien à la parentalité

Journal des maires et des conseillers municipaux, 04/2014, p.48-49

Une politique publique de soutien à la parentalité est en train de se structurer. Les maires y jouent un rôle de premier plan. Enquête sur une préoccupation sociale émergente

La CNAF veut renforcer la territorialisation des politiques familiales et sociales via la convention territoriale globale

Actualités Sociales Hebdomadaires, 14/02/2014, n° 2847

La caisse nationale des allocations familiales (CNAF) a décidé de déployer sur l'ensemble du territoire la convention territoriale globale (CTG), expérimentée entre 2009 et 2011, qui doit permettre de renforcer la territorialisation des politiques familiales et sociales, un objectif inscrit dans sa convention d'objectifs et de gestion (COG) 2013-2017 conclue avec l'Etat. Pour la caisse, cette convention territoriale globale est un « levier », notamment pour favoriser la coordination avec les collectivités territoriales, partager un plan d'actions adapté aux besoins du territoire et impulser des projets prioritaires ou encore gagner en efficience et rationaliser ses engagements contractuels.

« Soutien à la parentalité : avec et pour les parents »

Réalités familiales, n° 100-101, 2012, 136 p.

Comme pour l'ensemble de la politique familiale, l'UNAF milite pour que la solidarité nationale et les actions parentales s'adressent aux familles dans une approche universelle et préventive. Les dispositifs d'aide à la parentalité ne relevant pas de la politique sociale, doivent en effet rester accessibles à tous les parents qui en expriment le besoin, et ne pas être réservés à certaines catégories d'entre eux. C'est également une condition indispensable pour que les parents, en grande difficulté, y accèdent sans se sentir stigmatisés.

Consulter le sommaire complet : <http://www.unaf.fr/spip.php?article15366>

Aider les parents à être parents. Le soutien à la parentalité, une perspective internationale / HAMEL Marie-Pierre, LEMOINE Sylvain, MARTIN Claude

Centre d'analyse stratégique, 09/2012, 196 p.

<http://archives.strategie.gouv.fr/cas/content/rapport-aider-les-parents-etre-parents-le-soutien-la-parentalite-une-perspective-internation.html>

L'ensemble des pays développés fait preuve aujourd'hui d'un appétit croissant pour les services de soutien à la parentalité, dans un contexte de transformation des structures familiales et d'intérêt porté à la logique de "l'investissement social". Dans cette perspective, ce rapport du Centre d'analyse stratégique se fixe une triple ambition.

La première est d'éclairer les débats français sur cette question par une approche résolument internationale. En fonction des contextes nationaux, les réponses apportées divergent : des pays ont tendance à cibler certains publics, d'autres développent des politiques généralistes destinées à l'ensemble des parents. En partenariat avec des experts français et étrangers, nous avons souhaité relever les tendances communes aussi bien que les singularités nationales.

Notre deuxième ambition est de nourrir la réflexion par des exemples concrets. Une cinquantaine de pratiques sont ainsi clairement décrites dans ce rapport et répertoriées en annexe. Il s'agit de mettre en évidence les dispositifs les plus prometteurs mais également ceux qui ont le plus suscité notre curiosité. Ce projet a donc en partie été conçu comme une "boîte à outils et idées" pour les acteurs de ces politiques publiques.

Notre troisième ambition est de porter un message : les pouvoirs publics ont intérêt à développer les services de soutien à la parentalité en complément des services visant à concilier vie personnelle et vie professionnelle, et en complément des prestations monétaires familiales. Il s'agit non seulement de répondre à une demande mais également de promouvoir le bien-être des parents et le "bien-devenir" des enfants. Pour ce faire, il convient de banaliser le recours à ce type de services en évitant tout risque de stigmatisation ou de prescription, et en répondant de manière concrète aux nouveaux besoins exprimés ou ressentis par les parents.

C/ Gouvernance, partenariat et coordination

La coordination institutionnelle entre les acteurs / AUDOUARD Nathalie

Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 139-148

http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0139

Cet article se propose d'analyser ce que la démarche des Egts a produit pour les acteurs d'un département, dans un contexte institutionnel complexe. Notamment le processus engagé a été l'occasion de réaliser un véritable état des lieux territorial des logiques d'acteurs et des enjeux locaux. Il a permis de mettre en synergie des usagers, des bénévoles, des professionnels du travail social et de l'intervention sociale, mais aussi des dirigeants de structures publiques et privées gestionnaires ou opérateurs des politiques publiques de l'action sociale. Cette démarche des Egts a démontré que le travail social et l'intervention sociale ne peuvent penser leur structuration de façon isolée. Le cloisonnement des niveaux de pilotage, de décision et d'intervention doit faire l'objet d'une réflexion de fond et doit être pensé collectivement. Ce travail d'envergure qui a abouti à un plan d'action national a redonné du sens aux pratiques et dégagé ainsi des perspectives opérationnelles.

■ « Les associations disposent de moyens leur permettant de résister à l'uniformisation libérale »

Actualités sociales hebdomadaires, 08/01/2016, p. 22-23

Depuis plusieurs années, le secteur associatif fait face à une uniformisation progressive de son action sous la pression de nouveaux dispositifs budgétaires et réglementaires. Pour le sociologue Jean-Louis Laville, qui a codirigé avec sa consœur Anne Salmon un vaste ouvrage sur le sujet, les associations doivent défendre leur projet.

De nouvelles formes de partenariat entre intercommunalités et associations, pour la vitalité sociale des territoires. Expérimentation avec la communauté de communes Chamousset en Lyonnais - 69 Mairie-conseils, 01/2016, 28 p.

<http://www.mairieconseils.net/cs/BlobServer>

Quand nombre d'associations connaissent des difficultés (bénévoles plus difficiles à mobiliser, financements fragilisés), quels signes l'intercommunalité peut-elle donner pour favoriser des synergies inter-associatives ? A partir du projet social de territoire, comment l'intercommunalité et les associations peuvent-elles imaginer de nouvelles coopérations ?

Pour avancer sur ces questions, Mairie-conseils a mené une première expérimentation avec la communauté de communes Chamousset en Lyonnais (département du Rhône).

Cette publication en relate le déroulement.

**Travailler en réseau : méthodes et pratiques en intervention sociale / DUMOULIN Philippe, DUMONT Régis, BROSS Nicole, MASCLET Georges
Dunod, 2015, 269 p.**

La crise de sens qui touche la société se traduit à l'échelon du territoire par l'émergence de phénomènes sociaux et de situations problèmes de plus en plus massives et complexes. En confrontation directe avec les publics ciblés, les professionnels tentent d'exercer des missions aussi diverses que les institutions ou services qu'ils représentent. Parce qu'il reconnaît les potentiels des professionnels et des usagers, le réseau s'impose en force dans les esprits comme une sorte de panacée universelle susceptible de régler les difficultés liées aux problématiques nouvelles et à la nécessité de coordonner les actions entre partenaires. Sans succomber à ce mirage, les auteurs, à travers leurs expériences respectives, décrivent le réseau comme un outil d'intervention qui laisse une place importante à l'humain. « L'intervention de réseau », « le travail social de réseau », « les réseaux d'échanges de savoirs », « les réseaux professionnels » dans leur utilisation optimum sont des outils, certes différents, mais qui placent l'utilisateur ou le professionnel en position d'acteur capable de développer et de mobiliser des ressources pour trouver des solutions adaptées aux situations auxquelles il est confronté. Après une approche contextuelle autour de l'émergence des réseaux, les auteurs apportent des définitions de ces différentes formes organisationnelles illustrées par des exemples tirés de leurs expériences. Les conseils qu'ils apportent à la fin de chaque exposé font de cet ouvrage un véritable manuel pratique destinés à ceux qui veulent se familiariser et utiliser l'outil que constitue le réseau.

■ **Petite enfance : un enjeu essentiel pour l'avenir d'un territoire**

Actes : actions et territoires du social, 11/2015, p. 8-13

La petite enfance n'est pas une compétence obligatoire des communes ou des intercommunalités. Pourtant en 2011, les établissements d'accueil du jeune enfant portés par les CCAS et CIAS totalisaient un investissement global de 450 millions d'euros. Pourquoi ? Parce que l'accueil de la petite enfance est une des pierres angulaires de la richesse d'un territoire.

■ **Petite enfance et territoire / MOISSET Pierre**

Métiers de la petite enfance, 05/2015, p. 8-10

La conduite de la politique petite enfance se joue de plus en plus au niveau local, voire dans de très petites communes. Cette évolution interpelle des élus peu habitués à traiter de ces questions, mais aussi les professionnels de la petite enfance qui doivent savoir rendre visible leur action et construire des réseaux au sein de projets éducatifs de territoire.

Travail social et territoire. Concept, méthode, outils / MOINE Alexandre, SORITA Nathalie
Presses de l'Ehesp, 2015, 252 p.

Les territoires sont au cœur des politiques sociales. Mais que recouvre cette notion ? Fruit d'un dialogue entre géographes et professionnels de l'action sociale, entre théorie et pratique, ce livre en propose un nouvel éclairage à l'usage des travailleurs sociaux. Pluridisciplinaire, la notion de territoire se situe au croisement de la géographie, de la sociologie, des sciences politiques et sociales. À travers une synthèse théorique, les auteurs proposent des outils d'analyse et de diagnostic permettant d'appréhender la réalité complexe des territoires et de mieux penser le travail social. L'approche systémique est une démarche théorique, méthodologique et pratique, qui donne une grille de lecture capable de saisir la complexité du réel et d'en faire une base de connaissances au service du travail social, l'objectif étant de replacer le territoire au centre des pratiques. De nombreux exemples éclairent ce travail de conceptualisation soucieux d'apporter des réponses aux travailleurs sociaux dans leurs difficultés à appréhender l'espace géographique. Ce livre invite le lecteur à penser l'action à travers un regard de géographe, à ouvrir son champ de réflexion à la notion d'espace, à élargir sa vision du social et permet ainsi de repenser le travail social en déplaçant sa réflexion. Ouvrage de réflexion et manuel pratique, ce livre s'adresse aux travailleurs sociaux, aux apprenants et formateurs en travail social, aux cadres de l'action sociale et médico-sociale et plus largement aux acteurs institutionnels qui pilotent et/ou mettent en œuvre les politiques sociales.

Politiques Enfance et Jeunesse : Mairie-conseils mène l'enquête sur les partenariats entre intercommunalités et conseils généraux

Localtis.info, 13/01/2015

<http://www.localtis.info/cs/>

En pleine discussion parlementaire sur le projet de loi NOTRe (relatif à la nouvelle organisation territoriale de la République), Mairie-conseils mène une enquête auprès des communautés de communes et d'agglomération afin de mieux comprendre les coopérations avec les conseils généraux pour les compétences Enfance et Jeunesse. Car, selon ce service de la Caisse des dépôts bien connu des petites communes et des intercommunalités, les perspectives "interrogent directement le devenir des appuis apportés par les conseils généraux dans les politiques et les dispositifs Enfance / Jeunesse", ainsi que celui de l'organisation des services à la population dans ces domaines.

Collectivités territoriales et la petite enfance / SCHILLINGER Patricia

Sénat, 07/2014, 63 p.

<http://www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-700-notice.html>

Bien qu'aucune collectivité territoriale n'ait de compétence explicite dans le domaine de la petite enfance, le département et le bloc communal contribuent de façon significative à l'application de la politique définie par l'État, particulièrement en matière de mode de garde. Ces acteurs locaux souhaitent donc une clarification des responsabilités, notamment financières. Le rapport de Patricia SCHILLINGER, établi au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la décentralisation, souligne la qualité du modèle français d'accueil des jeunes enfants, qui permet à la moitié des moins de trois ans, qui sont au total plus de 2,5 millions, d'être gardés en dehors de la sphère familiale. Plusieurs éléments pourraient concourir à l'améliorer. Ainsi, il serait souhaitable qu'une meilleure association des élus locaux à la mise en œuvre de la politique d'accueil de la petite enfance, dont ils se sentent exclus de façon croissante, soit amorcée. Il convient, à cet effet, de décentraliser le plus possible l'offre d'accueil, dont la gestion concrète dépend des territoires de vie. S'agissant spécifiquement des crèches, la distinction entre fonctions administratives et fonctions pédagogiques permettrait de mutualiser les premières au sein des intercommunalités, ce qui conduirait à harmoniser les modes de gestion des différents établissements, et à globaliser les achats, permettant ainsi une réduction de leurs coûts. Enfin, la formation des assistantes maternelles, financée par les conseils généraux, devrait être renforcée pour valoriser cette fonction, et en faire un métier pleinement reconnu.

Accueillir les parents et les enfants, enjeux de territoires - Guide d'expériences, de méthodes et de réflexions en Massif central

Association des collectifs enfants parents professionnels, 2014, 64 p.

<http://www.calameo.com/read/00140133203f02a0f8c4f>

Ce guide richement illustré témoigne des réalisations menées pendant les cinq années du programme Apemac en Massif central. Il présente les grands concepts et principes qui ont guidé les actions, les démarches engagées et présente des outils et méthodes...

Diversité des opérateurs et gouvernance locale de la petite enfance : quels enjeux pour le développement des territoires, les modes d'organisation des acteurs et la régulation de la qualité ?

PETRELLA Francesca, LAURENT Antoinette, RICHEZ BATTESTI Nadine

Dossier d'études, 11/2013, 182 p.

https://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/dossier_etudes/Dossier%20167

- Une approche en termes de gouvernance : problématique, cadres d'analyse et méthodologie
- Un état des lieux de l'accueil du jeune enfant en France et dans trois départements étudiés
- Gouvernance locale et recomposition des territoires : quelles interactions entre opérateurs ?
- Recomposition de l'offre sur les territoires et modèles d'organisation : diversité des stratégies de coordination et des processus de rationalisation.

Les politiques locales en faveur de la petite enfance : de la mobilisation des acteurs à la construction de partenariats / DAVID Olivier

Acepp, 2013

<http://www.acepp.asso.fr/Colloque-national-Petite-enfance>

Intervention issue des actes du colloque « Petite enfance Grands projets, levier de développement des territoires et de l'accueil »

Groupe de travail « Gouvernance des politiques de solidarité » / DINET Michel, THIERRY Michel, JANVIER Guy

Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, 12/2012, 33 p.

http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_gouvernance_final.pdf

Quatre thématiques abordées :

- La coordination, notamment institutionnelle, entre les collectivités territoriales et l'Etat, ainsi qu'entre les différents services de l'Etat, dans la conception, le financement, la mise en oeuvre et l'évaluation de politiques déjà très largement décentralisées. Au-delà de la coordination entre les institutions, généralement au plan départemental, il est également important de faciliter la mise en oeuvre de projets territoriaux de développement social permettant de dépasser le cloisonnement des dispositifs administratifs et la multiplicité des intervenants ou référents.
- L'amélioration des modes de coopération entre les acteurs publics et le monde associatif et plus généralement avec l'environnement direct des usagers. Il s'agit également de remobiliser les solidarités d'engagement et de proximité.
- L'association des intervenants sociaux et des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des politiques sociales, avec la volonté de viser la mobilisation effective des capacités et ressources des usagers et des personnes en situation de pauvreté.
- L'identification des besoins et l'évaluation des politiques mises en oeuvre, avec le souci de développer l'observation et les expérimentations

L'institution incertaine du partenariat - Une analyse socio-anthropologique de la gouvernance partenariale dans l'action sociale territoriale / LYET Philippe

L'Harmattan, 2008, 237 p.

L'injonction au partenariat dans l'action publique et sociale provoque chez les acteurs concernés des attitudes ambivalentes. Ils en reconnaissent la nécessité, en louent parfois la pertinence mais soulignent également les difficultés à faire travailler ensemble des professionnels d'origines diverses et à faire collaborer les institutions. Ces constats relativisent les discours actuels sur la gouvernance. Si les collaborations partenariales permettent des innovations intéressantes, un problème structurel se pose : celui de l'institution incertaine de ces partenariats qui se traduit par deux phénomènes liés : l'incertitude des institutions face aux partenariats et le déficit d'institué de ces collaborations qui les rend fragiles et ne permet pas la diffusion des pratiques. Cette recherche permet de prolonger le questionnement sur le déclin de l'institution, de proposer aux acteurs professionnels des pistes pratiques pour développer les partenariats et d'interroger cette stratégie de développement de l'action publique en suggérant de garder le meilleur des collaborations partenariales, de faire évoluer l'organisation institutionnelle de la puissance publique en France et de promouvoir une forme d'institution plus coopérative.

D / Participation en petite enfance

■ Coéducation - Inviter les familles à participer à la vie des lieux d'accueil / DENIS-PONTONNIER

Elodie

Métiers de la petite enfance, 02/2016, p. 31-32

La mission première des structures petite enfance est d'accueillir au quotidien les tout-petits. Or, un accueil individualisé de qualité doit prendre en compte la famille et l'histoire de chaque enfant. Inviter les parents à entrer dans les lieux d'accueil leur permet de poser un regard différent sur ce que vivent leurs enfants et sur le travail des professionnels. L'organisation de rencontres, de temps conviviaux et d'ateliers, par exemple, permet des temps d'échanges riches entre parents et professionnels.

Ecole-famille-communauté. Des pratiques de collaboration efficace / LARIVÉE Serge J., PONCELET

Débora

Revue internationale de l'éducation familiale (Ia), 2015, p. 9-142

La collaboration entre l'école, la famille et la communauté est largement interrogée par la recherche internationale qui s'intéresse de près aux influences de l'implication parentale sur le cursus scolaire des enfants. Cette collaboration repose sur une diversité de pratiques et de niveaux relationnels selon les lieux et les acteurs impliqués. Ces articles examinent les caractéristiques, critères, conditions et déterminants de l'efficacité de la collaboration entre les différentes instances souvent désignées par les politiques publiques par le terme de communauté éducative.

Démocratiser les relations éducatives : la participation des enfants et des parents aux décisions familiales et collectives / JESU Frédéric, LE GAL Jean

Chronique sociale, 2015, 512 p.

Les structures familiales et les institutions éducatives s'ouvrent peu à peu, ici et là, à d'authentiques démarches de coéducation. Elles en viennent par là même à découvrir qu'elles peuvent et doivent rendre celles-ci nécessairement démocratiques et par là même reconsidérer au passage le statut de l'enfant, devenu non plus objet mais acteur. La Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), adoptée en 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies, et ratifiée par la France, éclaire les voies de cette coéducation démocratique.

La conviction éducative profonde de cet ouvrage est que la participation des enfants à la vie familiale et sociale, dans une collectivité fondée sur le respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques, est essentielle pour les préparer à être les acteurs engagés et responsables d'une société libre. Le propos est donc centré sur la démocratisation des relations éducatives au sein des familles (parents et enfants), dans les institutions à vocation éducative mais aussi dans les différentes circonstances où se discutent et se prennent des décisions publiques qui concernent l'éducation, familiale et extrafamiliale, des enfants.

Ce travail comprend des supports de réflexion et d'action, des expériences de terrain notamment dans le cadre de projets territoriaux associant l'ensemble des acteurs concernés.

De l'évaluation participative des besoins à la conception du plan d'action. L'exemple du réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents en Ardèche / GIRAULT Olivier, TORRES

Grégory

Politiques sociales et familiales, 2015, p. 81-88

<https://www.caf.fr/etudes-et-statistiques/publications/politiques-sociales-et-familiales/revue-des-politiques-sociales-et-familiales-ndeg-120>

L'objectif de cet article est de rendre compte de la construction et de la mise en place du plan d'action élaboré à partir d'une démarche exploratoire, partenariale et concertée. Afin de mettre en lumière cette dynamique locale, dans un premier temps, sont décrits les résultats de l'enquête et la typologie des parents réalisée avec les partenaires du Reaap. Le forum participatif est présenté dans la seconde partie de l'article car, à travers la prise en compte des conclusions de l'enquête et de la parole des acteurs institutionnels et associatifs, il a constitué un jalon indispensable à la mise en place d'un plan d'action au service des familles.

■ Pas à pas... prévenir les discriminations : la participation au comité d'établissement / DONNARD Gaëlle

Furet (le), 06/2015, p. 51-52

Malgré des affiches informatives, peu de parents, en dehors d'un couple et de quelques femmes, s'inscrivent comme volontaires au comité d'établissement. Ceux qui l'ont fait ne représentent pas la pluralité des familles (certaines peu francophones). Cette fiche propose de faire une lecture et une analyse de cette situation pour repérer les éléments discriminants freinant la participation de certains parents au projet d'établissement.

Enfant, parent, professionnel, une relation à construire / CASSO-VICARINI Nathalie
Métiers de la petite enfance, 03/2015, p. 9-24

- "Les professionnels jouent un rôle pivot vis-à-vis des parents et de leurs enfants"
- Des initiatives du trio parent-enfant-professionnel à explorer
- « Les neurosciences affectives, une révolution dans l'approche de l'enfant »
- Nature et culture dans la relation parent, enfant, professionnel
- L'enfant, la nature et l'éducateur
- Un projet pédagogique autour de la nature à la crèche

Entre réalités des familles et droits de l'enfant, des qualités à construire

Enfants d'Europe, n° 27, 12/2014

La construction d'un service de qualité ne se réduit pas à un ensemble de critères objectifs, c'est un processus qualitatif, comme cela est largement mis en évidence dans le livre «Au-delà de la qualité» de Peter Moss, Gunilla Dalhberg et Alan Pence. Elle se pense, dans la pratique et se met en place à partir d'un travail collectif, d'une réalité sociale et d'une vision de la société et de la place de l'enfant dans celle-ci.

<http://www.lefuret.org/mise-en-avant-edu/enfantsdeuropelechargeable-27.html>

La place des parents dans l'évolution des politiques de la petite enfance / MOISSET Pierre, BOUVE Catherine, FAVRE Didier

Métiers de la petite enfance, 10/2014, p. 9-18

Au sommaire :

- La politique de la petite enfance à la croisée de différentes finalités
- Parents et professionnels dans les lieux d'accueil de la petite enfance : perspective historique et enjeux actuels
- De la participation à la coopération : donner sens à la coéducation
- « La possibilité offerte du "libre choix" devrait être de plus en plus questionnée »

Un curriculum pour un accueil de qualité de la petite enfance / RAYNA Sylvie, BOUVE Catherine, MOISSET Pierre

Eres, coll : Petite enfance et parentalité, 2014, 349 p.

Le terme « curriculum » figure en bonne place dans les textes internationaux, il mérite d'être ainsi reconnu et utilisé par les acteurs français qui souhaitent participer à la réflexion collective sur l'ensemble des objectifs, valeurs, normes qui sous-tendent et encadrent les pratiques d'accueil et d'éducation. La qualité de l'accueil des jeunes enfants ne se réduit pas à la définition de normes quantifiables (espaces, encadrement, notamment). La qualité est une notion pluridimensionnelle ; sa définition relève d'un processus participatif de construction d'un socle commun de valeurs et de principes pédagogiques. C'est dans le sens de la définition – jamais définitive, toujours contextualisée – de ce socle commun, qui ne peut être dénué d'éthique, que souhaite avancer cet ouvrage constitué d'une diversité de voix. À travers le curriculum se joue peut-être une utopie en marche, celle qui consiste à renouveler le rapport social à l'enfant, aux parents, mais aussi au sein même des équipes, entre les équipes et leurs gestionnaires : revisiter les paradigmes qui fondent l'acte pédagogique ; écrire autrement le sens des pratiques ; redéfinir les objectifs politiques de la fonction sociale des lieux d'accueil de la petite enfance ; ouvrir l'espace des contenus éducatifs et pédagogiques ; positionner cet espace comme un véritable enjeu politique.

Ecole, famille, Cité. Pour une coéducation démocratique / CHAUVENET Antoinette, GUILLAUD Yann, LE CLERE François, MACKIEWICZ Marie-Pierre
Presses universitaires de Rennes, 2014, 367 p.

Rechercher des ressources relationnelles sur lesquelles s'appuyer, dans la famille, à l'école, entre professionnels impliqués et parmi les élus, interroger dans une dynamique commune et très concrète ce que signifie donner, recevoir et rendre. Ainsi se (re)construisent reconnaissance mutuelle, responsabilisation et fiabilité des liens. Et si cette démarche – applicable dans toutes les relations humaines – servait de matrice pour refonder la valeur des liens ?

■ **La participation des usagers : rêve ou réalité ? / CUVELIER Sarah**
Métiers de la petite enfance, 05/2014, p. 24-25

La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale a défini les principes de la participation des usagers. Celle-ci était déjà exigée par décret dans les structures d'accueil de jeunes enfants dès 2000. Des outils et une bonne communication dans l'équipe sont nécessaires pour la mettre en pratique en respectant la place de chacun.

Parents et professionnels : côte à côte pour un duo de compétences - Promouvoir la démocratie éducative au sein des familles et dans les politiques publiques : de nouveaux enjeux pour les Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents / JESU Frédéric
Journal du droit des jeunes, 06/2013, p. 44-55

- Un contexte propice à une redéfinition des politiques publiques en direction des parents et des familles ?
- Du « soutien à la parentalité » à la prise en compte de la condition parentale
- * De la « parentalité » à la « condition parentale »
- * Une approche sur les diversités et les ressources
- * Écouter, puis accompagner
- 3 - Un contexte juridique et sociologique propice à réactualiser le concept et les pratiques de la « démocratie familiale »
- * Les évolutions du contexte juridique
- * Les évolutions du contexte sociologique
- De nouveaux enjeux et de nouvelles ambitions pour les REAAP
- L'appui à la « démocratie familiale » : un pari à relever pour mieux concilier les droits et les obligations de chacun
- Condition parentale et territoire : de la coéducation démocratique à la démocratie coéducative
- Conclusion : les parents ne sont pas seuls, et ils ne sont pas seulement des parents

Petite enfance et participation. Une approche démocratique de l'accueil. / RAYNA Sylvie, BOUVE Catherine

Eres, coll : Enfance et parentalité, 2013, 351 p.

La participation est une composante essentielle d'une approche démocratique de l'éducation pour les jeunes enfants. Comme l'affirme l'OCDE, la mise en oeuvre des processus de participation par les professionnels, les parents et la communauté est tout à la fois garantie et indicateur de qualité dans les services de la petite enfance. Or la participation est rarement spontanée, elle ne va pas de soi, pas plus qu'elle ne se décrète. La participation nécessite apprentissage, appivoisement mutuel, dans une prise de conscience de soi et des autres. Elle implique une prise de risque pour chacun de ses protagonistes. Elle n'est jamais ni linéaire, ni sans conflit ou confrontation. La participation, qui invite à questionner la place des parents, ne peut se limiter à une injonction ou encore à une timide sollicitation à participer à des réunions. Faire ensemble, et non « faire pour », prendre en compte enfants et parents plutôt que prendre en charge, relèvent d'une éthique professionnelle liée non seulement à la dimension de l'accueil des jeunes enfants, mais à la dimension plus générale du travail social. Inscrit dans un contexte de recherches et d'expériences internationales, cet ouvrage met en dialogue des points de vue de chercheurs, de professionnels et de parents. Il présente, sur différentes échelles, quelques dispositifs, outils et pratiques participatifs, expérimentés en France, Italie, Belgique, Suisse, dans divers lieux de la petite enfance : consultation PMI, crèche collective, familiale, halte-garderie, jardin maternel, jardin d'éveil, école maternelle, classe passerelle. Réseau, partenariat, collaboration sont les maîtres-mots qui traversent les différents chapitres, au service de rencontres interpersonnelles et culturelles qui génèrent réflexivité et transformation des représentations et des engagements.

La parentalité en questions. Synthèse des travaux de recherche des Universités Populaires de Parents

ACEPP éditions, 2013, 288 p.

Neuf livrets réunis dans un coffret constituent l'ouvrage. Des parents livrent les résultats des recherches qu'ils ont menées dans le cadre des Universités Populaires de Parents sur des thèmes comme les écrans, la transmission des valeurs, l'école, l'image des quartiers...

Travailler avec les familles - Parents-professionnels : un nouveau partage / OTT Laurent

Eres, 2012, 123 p.

Le travail avec les familles est devenu une " figure obligée du travail social ". Pourtant, passé cette certitude, les interrogations commencent : les parents sont-ils démissionnaires ou abandonnés ? Les pratiques usuelles que l'on rencontre au fil des institutions sont également contradictoires : entre pénalisation, stigmatisation, responsabilisation, requalification et soutien de la fonction parentale, comment s'y retrouver ? Et, au fait, que faut-il réellement soutenir : la fonction parentale, la fonction éducative ou tout simplement les liens sociaux de base ? Ce n'est pas une simple affaire de mots ou de jargons. Derrière les pratiques, les terminologies, les références choisies, se cachent de véritables choix sociaux, éthiques et politiques. Car si les familles d'aujourd'hui sont tellement sollicitées, ne serait-ce pas au fond parce qu'elles constituent, malgré tout, un des derniers espaces résistant aux rapports marchands et policiers ? S'appuyant sur une pratique vivante et des situations rencontrées et vécues dans différents types de structures, l'auteur nous invite à appréhender autrement les difficultés de communication et les malentendus qui grèvent trop souvent la relation parents/professionnels, et propose des pistes d'action et de réflexion. Tour à tour éducateur spécialisé, animateur et enseignant, actuellement directeur d'école primaire, Laurent Ott a eu l'occasion de développer un regard éducatif sur l'enfant et la famille. Docteur en philosophie, cofondateur d'une structure innovante de " permanence éducative " au profit des enfants et de leurs familles, il contribue à des actions et à des réflexions novatrices en matière de soutien de la fonction éducative, souvent à contre-courant des tendances répressives actuelles.

La représentation familiale dans la coproduction de la décision : un enjeu, une responsabilité

Udaf, 2009, 75 p.

Actes du forum régional des représentants familiaux - 4 octobre 2008 - Charbonnière-les-Bains (69).

http://udafpresentation69.free.fr/template1/pdf/actes_forum.pdf

La famille est l'un des acteurs majeurs de la société civile à travers les UDAF qui la représentent institutionnellement.

Comme toutes les organisations et associations constitutives de la société civile, les UDAF sont confrontées à une exigence de professionnalisation dans les pratiques de la représentation : la complexité des situations exige des compétences nouvelles de la part des bénévoles qui s'engagent et militent dans les différentes instances et institutions qui les sollicitent. Il est essentiel de pouvoir porter une parole construite et les positions affirmées des familles dans des débats qui bien souvent se technicisent, au détriment de la dimension humaine.

Au cours de ce forum, Jean Louis SANCHEZ, Délégué Général de l'ODAS est intervenu sur les échanges autour de la notion de représentation. « Comment répondre à la quête de sens du mouvement associatif » Ensuite, le Forum était organisé autour d'ateliers thématiques : santé, logement, allocations familiales, action sociale locale.

E / Lutter contre les discriminations dès la petite enfance

Petite enfance : faut-il réserver 10% des places en crèche aux enfants des familles pauvres ? Gazette des communes, des départements, des régions (la), 01/02/2016, p. 25

Leçon n° 1 - Une grande indécision

Les crèches devront progressivement accueillir 10 % d'enfants pauvres. C'est une des mesures du Plan de lutte contre la pauvreté...

Leçon n° 2 - Le nombre d'habitants importe peu

Si les réponses diffèrent selon le type de collectivités (lire la leçon n° 3), la taille importe peu...

Leçon n° 3 - Plus on traite du sujet, plus on est indécis

La petite enfance n'étant pas une compétence obligatoire, aucune collectivité ne se doit donc d'offrir aux habitants des places d'accueil aux jeunes enfants. La compétence est néanmoins souvent prise en charge par les mairies, parfois déléguée aux intercommunalités....

Réalisé par « La Gazette » auprès d'un échantillon représentatif de 1 355 fonctionnaires territoriaux sur internet le 10 décembre 2015 (407 répondants).

Accueillir la diversité / MOISSET Pierre, MONY Myriam, ANDRYS Marie, LEBLANC-GUILLOIS Angèle Métiers de la petite enfance, 08/2015, p. 13-23

- L'égalité au prix des différences
- L'accueil de la petite enfance, entre promotion de l'égalité et reconnaissance de la diversité
- **L'accueil de l'enfant en situation d'exclusion sociale**
- L'interculturalité, une richesse pour les lieux d'accueil de la petite enfance

L'expérimentation du tiers payant pour le complément de libre choix du mode de garde est lancée Actualités sociales hebdomadaires, 23/01/2015, p. 41

En application de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes(1), un décret et un arrêté précisent les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation du versement en tiers payant, directement à l'assistante maternelle agréée, du complément de libre choix du mode de garde (CMG) de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE), normalement versé au parent employeur. Rappelons que, pour bénéficier du CMG, qui consiste en une prise en charge partielle du salaire de l'assistante maternelle, la procédure est en principe la suivante : la famille employeur rémunère l'assistante maternelle, puis fait une demande de prise en charge à la caisse d'allocations familiales (CAF). Le versement du CMG n'intervient qu'après. Dispensant de faire l'avance d'une partie des frais, le versement du CMG en tiers payant doit donc permettre aux familles les plus modestes de recourir plus facilement à ce mode de garde

Des solutions pour faciliter l'emploi des femmes dans les quartiers - Accueil des jeunes enfants Commissariat Général à l'égalité des territoires, 2015, 92 p.

<http://www.cget.gouv.fr/solutions-faciliter-lemploi-femmes-quartiers-accueil-jeunes-enfants>

À travers toute la France, près de 230 projets ont été conduits ces dernières années, forts de la mobilisation des professionnels du secteur de la petite enfance, du monde associatif, des collectivités territoriales et de l'État. Ce guide présente 12 expérimentations et les retours d'expériences des porteurs de projets. Ces actions font écho aux mesures du Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté, dont la cinquième mesure préconise de « Développer les crèches à vocation d'insertion pour faciliter l'emploi des femmes dans les quartiers ».

La lutte contre les inégalités commence dans les crèches / NOBLECOURT Olivier Terra Nova, 2014, 63 p.

<http://tnova.fr/rapports/la-lutte-contre-les-inegalites-commence-dans-les-creches>

note "L'enfance : un investissement d'avenir" publiée en octobre 2013, le rapport du groupe de travail de Terra Nova présidé par Olivier Noblecourt propose une nouvelle vision de la petite enfance : les crèches ne doivent plus être conçues seulement comme un mode de garde au service des parents, mais avant tout comme des lieux d'éducation au service du développement des enfants, notamment les plus défavorisés.

Familles monoparentales en situation de précarité : quelle(s) articulation(s) entre emploi et garde des jeunes enfants ? Approche qualitative et quantitative de l'articulation emploi/garde des enfants par les familles monoparentales allocataires du RSA majoré.

Mission de recherche et expérimentation (MIRE)-Mission régionale d'information sur l'exclusion, 2014, 60 p.

http://mv02.mrie.org/docs_transfert/publications/MRIE

- L'emploi : une nécessité malgré des difficultés évidentes
- La garde des enfants : une nécessité directement connectée au travail
- L'impact des relations avec le père des enfants
- Des difficultés principalement dues au coût des gardes ou à l'absence de places
- Des facteurs de précarité qui pré-existent et qui se réalisent avec la monoparentalité
- Des dispositifs censés favoriser la garde d'enfants trop complexes pour atteindre leur objectif
- Un rapport parent/institution – professionnels qui freine les gardes d'enfants et qui limite l'accès à l'emploi
- Des tensions subies à choisir entre carrière familiale et carrière professionnelle

Les discriminations dans le champ socioéducatif : connaître les réalités, transformer les pratiques Echos... des ateliers permanents du CR DSU (les), 11/2014, n° 13

http://www.crdsu.org/c_9_25_Publication

Synthèse du cycle d'échanges et de qualification Septembre-décembre 2013

Au sommaire :

- Recruter et gérer les ressources humaines sans discriminer
- Discriminations et petite enfance : au-delà des représentations et des pratiques, quelles initiatives en matière de prévention ?
- Les activités socioéducatives et sportives à l'épreuve des discriminations de genre
- Les discriminations ethniques dans les activités socioéducatives : comment faire face à la complexité ?

La CNAF présente son nouveau fonds « publics et territoires » et les conditions pour en bénéficier Actualités Sociales Hebdomadaires, 20/06/2014, n° 2865

Conformément à la convention d'objectifs et de gestion (COG) 2009-2012 de la caisse nationale des allocations familiales (CNAF), des expérimentations ont été menées en faveur des enfants handicapés, des enfants pauvres, des familles ayant des besoins d'accueil sur des horaires spécifiques, des adolescents, des partenaires qui innovent et des territoires ruraux ou fortement urbanisés. Pour poursuivre cette dynamique, la CNAF vient de créer un fonds « publics et territoires », qui fusionne les différents fonds spécifiques précédents, et est doté de 380 millions d'euros pour la période 2013-2017. Dans une circulaire, elle détaille les objectifs de ce fonds et les conditions pour y être éligible.

Petite Enfance, plus d'Égalité par une prévention des discriminations

Furet (le), 07/2013, 56 p.

http://www.lefuret.org/media/PJ_newsletter

Avant-propos, rédigé par Daniel BOUFFIER, Directeur régional DRJSCS Alsace, Préface de Maryvonne LYAZID, Adjointe du Défenseur des Droits, avec la participation de la CAF et L'ACSE. Le domaine de la petite enfance, qui peut paraître comme un espace protégé, n'est pas exempt de discriminations (...). Ce guide est l'aboutissement d'une démarche de deux ans, du Furet et de l'ORIV avec des acteurs de la petite enfance, afin de conduire un travail de sensibilisation et de prévention au cours de ces années charnières.

Orientation n° 2 : Faire de la lutte contre la pauvreté des enfants la priorité de la politique familiale, en investissant massivement dans l'accueil des jeunes enfants

In Groupe de travail "Familles vulnérables, enfance et réussite éducative". Pour une politique de l'enfance au service de l'égalité de tous les enfants / VERSINI Dominique, MADIGNIER Pierre-Yves, CYTERMANN Laurent

Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, 12/2012, p. 20-24

http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/V4_Rapport_atelier_familles

Quel plus bel objectif pour la politique familiale que d'assurer la réussite de tous les enfants ? La France dépense beaucoup pour sa politique familiale (environ 4 % de la richesse nationale, soit l'un des efforts les plus élevés parmi les pays développés), avec des résultats insuffisants dans la lutte contre la pauvreté des enfants. Les Français sont attachés à juste titre à l'universalité de la politique familiale qui a pour vocation d'aider tous les parents. Mais certains ont besoin de l'être beaucoup plus que d'autres. Les Français le comprennent : selon le baromètre « Aspirations et conditions de vie » du CREDOC, la lutte contre la pauvreté arrive en tête des objectifs que devraient viser les prestations familiales. Or les ménages pauvres ne bénéficient ni du quotient familial, ni dans leur très grande majorité de l'accès à une solution de garde d'enfant.

II / LES EXPERIENCES

■ Un lieu pour tous les enfants. Décloisonner l'enfance

Actualités sociales hebdomadaires, 29/04/2016, p. 20-24

Le Petit Jardin, à Avignon, est un lieu atypique. Dédié à la petite enfance, il associe un IME, un Sessad, un accueil temporaire et une crèche ouverte aux enfants « ordinaires ». La mixité des publics et la diversité des dispositifs nécessitent une étroite coopération entre les équipes.

■ A Bondy, l'ABS au cœur d'une nouvelle dynamique

Actes : actions et territoires du social, 03/2016, n° 466, p. 14

Ville de 54 000 habitants, où le taux de pauvreté est l'un des plus importants de Seine-Saint-Denis, Bondy s'est lancé en juillet 2014 dans un projet social de territoire. Le but : fédérer les acteurs locaux autour d'une démarche nouvelle.

L'Analyse des Besoins Sociaux : pas les moyens de s'en passer ! / VINCENT Pascale, PERIGAUD

MORLAT Gaëlle, LE QUANG Chrystel

Actes : actions et territoires du social, 03/2016, n° 466, p. 8-17

La décision était passée quasi inaperçue. Une ligne noyée parmi les centaines d'un dossier de presse, celui du comité interministériel aux ruralités de septembre 2015. Entre deux autres mesures "de simplification du fonctionnement des collectivités locales", l'obligation de réalisation annuelle de l'analyse des besoins sociaux (ABS) venait d'être "abrogée". "En une matinée, le gouvernement enterre 20 ans de progrès social", réagissait l'UNCCAS.

■ Accueil des jeunes enfants : Besançon mise sur le partenariat / JESU Frédéric

Gazette sante social (la), 01/2016, p. 43-45

Depuis sa création à Besançon, l'association Antenne petite enfance de Franche Comté (APE-FC) s'appuie sur les données de la recherche, les observations professionnelles et les volontés politiques locales pour essaimer un ensemble de services et d'initiatives partenariales visant un accueil de qualité des jeunes enfants et de leurs parents.

Fédérer les acteurs de l'aide à la parentalité

DNA, Edition de Sélestat Centre-Alsace, 18/11/2015

Retour sur le forum organisé par l'UDAF en novembre 2015 autour de l'aide à la parentalité. Objectif : donner aux professionnels l'occasion de mettre en place des actions communes.

<http://www.udaf67.fr/UserFiles/File/actualites/dna-2015-11-18-forum-parentalite-selestat.pdf>

Handicap. Allo parents...bobo !

Travail Social Actualités, 09/2015, p. 30-31

En Ille-et-Vilaine, une association gestionnaire s'est associée à une Adapei autour d'un service téléphonique Allo parlons d'enfants. Leur credo : écouter les parents qui rencontrent des difficultés avec leurs enfants. Les familles d'enfants handicapés sont, comme les autres, confrontées à des problèmes de parentalité.

Apprivoiser le livre / HENDRICKX Marie-Christine

Quart monde, 09/2015, p. 4-7

Comment engager le parent faiblement scolarisé dans une dynamique d'éveil à la lecture ? Tel est le défi que relève cette Halte-Répét, dont les moyens et stratégies ont été mûrement réfléchis, et donnent de beaux fruits...

Une co-réflexion dans un lieu d'accueil mères-enfants / MOLL Jeanne

Métiers de la petite enfance, 07/2015, p. 21-23

Afin de mieux comprendre le comportement parfois déroutant des petits fréquentant un lieu d'accueil mères-enfants, il est essentiel de s'intéresser à l'éventuel mal-être de leur mère. La démarche du soutien au soutien, ou Balint pour enseignants, permet de mener un travail de co-réflexion dans un cadre rassurant, et de s'acheminer vers un changement de regard sur l'enfant. Témoignage.

Un accueil parents-enfants dans un jardin public / GARRIGUE-ABGRALL Marie

Métiers de la petite enfance, 07/2015, p. 15-17

Plusieurs professionnelles d'un accueil parents-enfants proposé dans une structure de la protection maternelle et infantile ont organisé un moment privilégié dans un jardin public. Cette sortie a fait l'objet de préparatifs afin de disposer d'un lieu adapté et de jeux d'extérieur. Petits et grands ont découvert les joies de s'installer dans l'herbe, tandis que les parents et les professionnelles partageaient un moment convivial. Témoignage.

Une co-réflexion dans un lieu d'accueil mères-enfants / MOLL Jeanne

Métiers de la petite enfance, 07/2015, p. 21-23

Afin de mieux comprendre le comportement parfois déroutant des petits fréquentant un lieu d'accueil mères-enfants, il est essentiel de s'intéresser à l'éventuel mal-être de leur mère. La démarche du soutien au soutien, ou Balint pour enseignants, permet de mener un travail de co-réflexion dans un cadre rassurant, et de s'acheminer vers un changement de regard sur l'enfant. Témoignage.

■ Ille-et-Vilaine. Lutter contre les inégalités dès la naissance

Gazette sante social (1a), 06/2015, p. 23

Le département incite les gestionnaires de crèches à accueillir davantage d'enfants issus de familles pauvres, et contribue au développement de la qualité de l'accueil en essayant le programme "Parle bambin".

Bébé car. Une crèche itinérante pour les quartiers prioritaires

Gazette sante social (1a), 06/2015, p. 22

A l'aide d'un bébé car, E2S Développement permet à des collectivités territoriales de proposer un accueil collectif tout en s'adaptant aux familles en insertion.

Des parents dans la crèche. Petite histoire d'un journal en crèche

Furet (1e), 06/2015, p. 58-59

Dans une démarche de coéducation, le journal "Loup dit nez" a vu le jour en 2011 à la "crèche municipale Oudiné" dans le 13^{ème} arrondissement de Paris, un quartier en pleine évolution urbaine qui renforce la mixité sociale.

Parentalité à construire

Lien social, 11/06/2015, p. 20-22

Inspiré par l'expérience du centre parental Aire de famille à Paris, l'Association marseillaise Habitat alternatif social ouvre en juillet 2014 un dispositif expérimental. L'idée est d'accompagner les deux parents pour éviter les placements d'enfants. En rompant avec l'habitude de séparer les familles, l'équipe fait face à la violence conjugale.

Une permanence à l'écoute des problèmes familiaux

Direction(s), 06/2015, p. 14-15

Chelles (Seine-et-Marne). Créée fin 2012 dans un objectif de prévention, la Boutique des familles, gérée par l'association Empreintes, propose des permanences aux parents non coutumiers des services sociaux qui traversent des difficultés. Des professionnels les écoutent, les conseillent et, si besoin, les orientent vers d'autres dispositifs.

Les LAEP, de l'accueil à la rencontre

Furet (le), 06/2015, p. 17-47

A la fin des années 70, les lieux d'accueil enfants-parents (LAEP) se sont développés et diversifiés. Depuis, les familles ont connu des transformations considérables. A l'horizon 2016, les politiques publiques visent l'objectif de "1 LAEP pour 3 500 enfants". Dans ce dossier, les auteurs se penchent sur des questions spécifiques qui se posent aujourd'hui dans les LAEP, sur le cadre proposé par la CNAF. Ils ouvrent aussi une fenêtre sur l'Italie, le Japon et la Flandre où tels lieux se sont également développés, selon des modalités diverses, avec pourtant de nombreux points communs liés aux besoins de rencontres humaines. Qu'est-ce qu'une rencontre ? Comment penser ces espaces de socialisation pour les tout-petits, mais aussi pour les adultes ? Quelles sont les pratiques des accueillant-e-s ici ou là ? Les articles de ce dossier contribuent à réinterroger la signification de ces lieux et ouvrir de nouvelles pistes pour les pratiques.

Rennes métropole (Ille-et-Vilaine) : quand les habitants "fabriquent" leur ville / MENGUY Brigitte Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/05/2015, p. 36

Véritable enjeu du vivre-ensemble autant que de la qualité de la décision publique, le renforcement de la démocratie participative s'appuie, à Rennes métropole, sur l'engagement politique de la maire de la ville, Nathalie Appéré. « Dans un contexte de contrainte budgétaire forte, nous avons besoin de l'expertise d'usage des citoyens », explique-t-elle. Pour recueillir ces différentes expertises, la métropole a créé, en octobre 2014, la « fabrique citoyenne », un ensemble d'outils qui permet de solliciter la population.

Le projet social de territoire de Clichy-sous-Bois

Banque d'expérience de l'UNCCAS, 06/05/2015

<http://www.unccas.org/le-projet-social-de-territoire-de-clichy-sous-bois#.VyB74E9f271>

La Ville de Clichy-sous-Bois met en œuvre une démarche de mise en synergie des acteurs, de partage des ressources et de développement d'initiatives en faveur des solidarités pour lever les freins de l'accès aux droits, l'accès à l'autonomie et s'adapter aux besoins des Clichois.

Les centres parentaux veulent sortir de l'ombre

Actualités sociales hebdomadaires, 17/04/2015, p. 32-35

Les centres parentaux, qui accompagnent des familles en situation de vulnérabilité sociale et psychique, sont nés de la volonté d'offrir une place au père de l'enfant né ou à naître, aux côtés de la mère. Réunies au sein d'une fédération, ces structures, souvent expérimentales, souhaiteraient être reconnues par la loi.

- Bernard Golse : "Si le père existe, il faut lui donner sa place"

De l'évaluation participative des besoins à la conception du plan d'action. L'exemple du réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents en Ardèche / GIRAULT Olivier, TORRES

Grégory

Politiques sociales et familiales, 2015, p. 81-88

L'objectif de cet article est de rendre compte de la construction et de la mise en place du plan d'action élaboré à partir d'une démarche exploratoire, partenariale et concertée. Afin de mettre en lumière cette dynamique locale, dans un premier temps, sont décrits les résultats de l'enquête et la typologie des parents réalisée avec les partenaires du Reaap. Le forum participatif est présenté dans la seconde partie de l'article car, à travers la prise en compte des conclusions de l'enquête et de la parole des acteurs institutionnels et associatifs, il a constitué un jalon indispensable à la mise en place d'un plan d'action au service des familles.

<https://www.caf.fr/etudes-et-statistiques/publications/politiques-sociales-et-familiales/revue-des-politiques-sociales-et-familiales-ndeg-120>

EPE 76 et France Terre d'Asile : parents en exil / MAGOS Isabelle

Ecole des parents (l'), 03/2015, p. 40-41

L'EPE de Seine-Maritime et France terre d'asile ont organisé le 12 mars 2015 à Rouen une conférence-débat sur le thème "Être parent et exilé".

Nantes (Loire-Atlantique). Prévention du décrochage scolaire : mettre les parents au coeur du dispositif

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 09/02/2015, p.30

Dans le cadre du programme européen Prevent, la ville fait le pari d'intégrer les familles à sa stratégie de prévention du décrochage précoce. Des groupes de travail mêlant professionnels et parents ont été mis en place.

La ville ne compte pas créer de nouveaux outils, mais révéler aux habitants les ressources existantes, créer des passerelles et favoriser les dynamiques.

Prevent, projet de 33 mois relevant du programme européen Urbact II. Un savoir-faire européen et local

Le projet Prevent s'insère dans le cadre du programme européen Urbact II, qui encourage l'échange de bonnes pratiques sur le thème du développement urbain. Nantes s'est appuyée sur ses différentes expertises pour développer l'approche « Prevent ».

Rennes (Ille-et-Vilaine) : un abécédaire aide les parents à "parler l'école" / MARSEILLE Stéphanie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 05/01/2015, p. 33

Composé des termes posant problème aux parents, l'"abécédaire de l'école" vise à faciliter le dialogue avec les professionnels. Il constitue également un moyen de lutter contre les inégalités.

Crèche à caractère social. Alerte les bébés

Lien social, 11/12/2014, p. 20-22

Pour éviter aux enfants de familles en grande difficulté de partager le parcours d'insertion de leur parent, une association niçoise a créé un service multiaccueil à caractère social. Depuis 1992, Les pitchounets accompagne les tout-petits dans leur vie d'enfants et les adultes dans la construction de leur parentalité.

Un dispositif insertion et petite enfance. Des petits pas vers l'emploi

Actualités sociales hebdomadaires, 21/11/2014, p. 23-27

Dans la banlieue de Nantes, un dispositif original vise à soutenir l'insertion socioprofessionnelle de familles au moyen d'une microcrèche, de gardes à domicile et surtout d'un accompagnement individualisé.

Des modes de garde au service de l'insertion des femmes / PAGNEUX Florence

Actualités sociales hebdomadaires, 21/11/2014, p. 28-31

La difficulté d'accès à un mode de garde pénalise le retour à l'emploi des mères, et en particulier des plus fragiles. Si quelques initiatives tentent d'ouvrir à ces dernières les portes des crèches et de faciliter leurs démarches d'insertion, elles se déploient toutefois dans un contexte budgétaire contraint.

Accueillir la petite enfance handicapée : quelle est la place des parents ? / SERIZIAT Brigitte

Furet (le), 08/2014, p. 49-50

Accueillir l'enfant handicapé dans les structures de la petite enfance est un enjeu majeur pour faire vivre l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées. Donner toute leur place aux parents y est fondamentale, mais les interactions peuvent être fortement perturbées par le handicap de l'enfant et amener les protagonistes à devoir gérer les situations problématiques voire conflictuelles...

Psychologie, les "groupes de soutien au soutien" - Apprendre ensemble pour se construire / MOLL Jeanne

Furet (le), 04/2014, p. 41-43

Cet article de Jeanne Moll est le texte remanié et écourté d'une conférence faite à Lausanne au Centre Hospitalier Universitaire du Pays de Vaud, le 10 juin 2009. Il encourage les responsables d'éducation dans le travail réflexif et collectif, à cultiver une attitude d'accueil destinée à chaque enfant dans sa singularité et aux groupes d'enfants dans leur hétérogénéité.

REAAP : de l'« accompagnement » au « soutien » des parents ? / JESU Frederic

Acteurs de la vie scolaire, 03/2014, p. 22

Nés en 1999, les Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP) ont échappé à une logique de contrôle social en faisant de la parentalité un nouvel objet de politique publique.

Être parent en suède, ça s'apprend / NAHAL Soraya

Cahiers dynamiques (les), 2014, p. 106-112

« Nous n'avions jamais l'habitude de manger ensemble, mais maintenant nous le faisons presque tous les jours ! » Manger ensemble, lorsque l'on forme une famille : un enfant et ses parents à table. Une image qui peut paraître banale, un acte de la vie quotidienne et pourtant... Ça n'est pas si évident pour des parents en difficulté, notamment avec des enfants en pleine crise d'adolescence. Comment alors retrouver une harmonie familiale ? En Suède, la solution se situe au plus proche des étoiles : il s'agit d'une comète, Komet 1 en suédois, une école pour les parents. Et c'est dans le cadre de son stage (stage obligatoire de deux semaines dans un pays de l'UE pour les directeurs stagiaires de la PJJ) que Soraya Nahal a pu approcher cette Komet, dont elle nous explique tout l'intérêt.

Vers un travail de soutien à la parentalité ! / JOUSSELIN Jean-Jacques, BAILHE Rita

EMPAN, 12/2013, p. 109-116

Une approche thérapeutique de la parentalité aborde les positions parentales à partir des éprouvés et du vécu du quotidien. Le récit des histoires personnelles et familiales et les dynamiques transférentielles, réactivées dans le binôme des thérapeutes, permettent d'avoir accès à la représentation du lien parent-enfant de chaque parent. Cette approche de la parentalité ouvre à une compréhension, à un apaisement et initie des changements.

Sartrouville (Yvelines) : le Réseau des mamans, pour mieux vivre ensemble.

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 01/07/2013, p. 36-37

Des groupes de parole sur la relation parent-enfant mis en place en 2010 par la ville fédèrent un réseau de mères issues de tous les quartiers de Sartrouville et améliorent la cohésion sociale. Parmi ces mamans, quelques-unes participent à un conseil consultatif aux côtés des élus.

Essonne - Baliser le passage en sixième grâce à un plan ambitieux contre l'échec scolaire.

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/03/2013, p. 31

Avec « réussir sa sixième », le département mise sur les nouvelles technologies de l'information, le développement d'actions pédagogiques et le soutien à la parentalité.

■ Saint-Flour (15) - Action sociale : la gouvernance participative, ça fonctionne !

Actes : actions et territoires du social, 01/2012, n° n° 424, p. 31

A Saint-Flour, le niveau de revenus par habitant est l'un des plus faibles de France. Et la crise accroît encore les difficultés... Face à ces constats, Pierre Jarlier, maire de St Flour, a souhaité renforcer l'action sociale locale via un contrat social : un projet mobilisant élus, services déconcentrés de l'Etat, associations, acteurs de l'action sociale et partenaires privés.

Accueil de la petite enfance : une approche territoriale pour évaluer la couverture des besoins /

DANIEL Audrey

Revue française des affaires sociales, 2011, p. 31-56

Apprécier l'adéquation de l'offre et des besoins en matière d'accueil de la petite enfance n'est pas chose aisée dans une grande ville. La diversité des modes de garde et la place prépondérante donnée à l'accueil collectif obligent à considérer une grande diversité de paramètres pour définir l'offre potentiellement disponible pour les jeunes enfants. L'appréciation des besoins nécessite par ailleurs d'identifier les profils socio-économiques des familles, de connaître leurs aspirations et de combiner ces deux types de données. L'exercice a été réalisé à Nantes. L'analyse croisée de l'offre et des besoins conclut à la capacité théorique de la ville de répondre à l'ensemble des besoins d'accueil régulier mais avec des tensions qui se concentrent sur une partie de l'année, sur certains territoires et/ou certains publics. Même si elle n'est pas exempte de limites, cette évaluation a le mérite de proposer un cadre où chacun des acteurs locaux peut contribuer à apprécier les comportements des familles, le fonctionnement des modes de garde et leurs évolutions. Elle aboutit à une lecture partagée des réalités locales qui renforce les efforts de chaque partenaire pour répondre au mieux aux besoins du territoire.

Dossier documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex
www.cnfpt.fr

Directeur de publication : **Marion Leroux**, Directrice

Responsable du centre de ressources : **Madeleine Baché**

Conception et réalisation : **Bérangère Godement, Cécile Boivin, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2016 CNFPT/ INSET D'ANGERS

Centre national de la fonction publique territoriale

